

**AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT  
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :**  
*une analyse des origines, des contraintes et  
des conséquences d'une crise agricole qui  
nécessite un concours plus consistant de  
l'Aide Internationale au Développement et  
la volonté politique de l'Etat congolais*

Présenté par

**Muzigwa KASHEMA Justin-Gratien**

Ancien Conseiller technique et Co-Directeur du BUNAPRA au  
Min.de l'Agriculture et du Dév. Rural (RD du Congo)

---

Senior Research Associate  
Chercheur et enseignant

**ABSTRACT**

*Kids and pregnant women do suffer from under nutrition and malnutrition. This is the result of the lack of fund allocated to the ministry of Agriculture compared to the ministries of Energy and National defense in this country. Since 1973 there is no political willing power to fund sufficiently this ministry although it has been claimed, by the Mareshall Mobutu, to be the most important priority to other priorities.*

*Furthermore, the insufficient aid to development, the deterioration of the international terms of exchange , the imposition of price to the african agro-industrial products and the european agricultural protectionism do not allow this country to organise its infrastructure to commercialisation and its regional supplying system.*

*Accordingly, compared to others subsaharian countries (Kenya, Burundi, Ivory Cost) RDCongo is now facing a permanent food shortage which could lead in the very near future to famine in some regions.*

**Key Words:** Agriculture crisis and malnutrition , RDCongo

**Headline** : Subsaharian agriculture and Development

## RÉSUMÉ

Les enfants et les mères gestantes de la RDCongo souffrent de sous-alimentation et de malnutrition. C'est le résultat de maigres moyens financiers alloués au Ministère de l'Agriculture comparés à ceux dont bénéficient les Ministères de l'Energie et de la Défense Nationale dans ce pays. Depuis 1973 il n' y a pas eu de volonté politique visant à mettre à la disposition du Ministère de l'Agriculture des moyens financiers proportionnels aux besoins exprimés bien que le Président Mobutu ne cessait de proclamer l'Agriculture comme étant une priorité des priorités.

De plus, l'insuffisance d'aide au développement, la détérioration de termes d'échanges internationaux, l'imposition des prix aux produits agro-industriels des pays du tiers-monde, et le protectionnisme agricole de l'Union Economique Européenne (UEE) ne permettent pas au pays comme la RDCongo d'organiser son infrastructure de commercialisation, d'échanges et d'approvisionnement entre les régions. Conséquemment, comparé à d'autres pays du Sud de Sahara comme le Kenya, le Burundi et la Côte d'Ivoire, la RDCongo connaît une carence permanente de denrées alimentaires de première nécessité pouvant conduire, dans un avenir très proche, à la famine dans certaines régions de ce pays.

**Mots Clés**: Crise agraire et malnutrition , RDCongo.

**Sous titre**: Agriculture subsaharienne et Développement.

## INTRODUCTION

Bien que depuis plus de 20 ans l'Agriculture ne cesse d'être proclamée une priorité des priorités (déclaration de politique générale de 1969) dans ce pays, il ne paraît pas qu'une certaine volonté politique ait concrétisé ces propos. En effet, nous référant aux objectifs assignés à l'agriculture congolaise, à savoir,

1. Produire des denrées alimentaires de base en vue d'assurer à la population une alimentation saine et équilibrée et si possible arriver à les exporter;
2. Fournir les matières premières aux industries locales;
3. Promouvoir les cultures d'exportation source génératrice des devises nécessaires à l'acquisition des biens d'équipement pour le développement du pays; face aux réalités sur le terrain, d'aucun ne soutiendrait ces déclarations de démagogues. Cette stratégie est encore mieux définie dans le "Manifeste de

la N'Sele" (Charte-programme qui définit les orientations politiques du M.P.R., le Parti du Maréchal Mobutu Sese Seko).

Dès lors, partant de ces considérations, la production agricole de la RDCongo se divise en deux catégories, à savoir, la production agro-industrielle et la production vivrière. Il est cependant regrettable de constater que sous la deuxième République, le Régime Mobutu n'a fait que placer la charrue devant le boeuf, en concentrant tous ses efforts sur l'exploitation minière plutôt que sur l'Agriculture, base de tout développement. Quelle contradiction quand on sait que pour paraphraser l'homme du 24 novembre 1965: "*Demain la puissance d'un Etat sera mesurée à la capacité dont il disposera de pouvoir nourrir sa population*"

D'ailleurs, pour mémoire, faut-il rappeler que le développement industriel de l'Occident passe d'abord par l'autosuffisance

alimentaire ? Aujourd'hui, l'aide alimentaire constitue l'une des armes la plus utilisée pour narguer les Etats de l'Afrique noire. Plus de 35% du PNB des Etats de l'Afrique noire sont consacrés à l'achat des devises pour l'importation des denrées alimentaires européennes. La taille des familles africaines et la non compétitivité de l'agriculture (méthodes culturales ancestrales, la désertification progressive du continent africain, la sécheresse), la mauvaise gestion (par quelques dirigeants), les détournements des fonds publics et l'irresponsabilité de certains chefs de service, tout cela rend la situation de plus en plus dramatique.

#### DE QUOI SE NOURRIT LE CONGOLAIS EN GENERAL ?

Les chiffres des tableaux 1. et 2. sont alarmants et même révoltant ! Ce que le consommateur congolais encaisse aujourd'hui est une conséquence de trois décennies où l'Agriculture vivrière n'a pas été soutenue ni par

les opérateurs économiques et encore moins par le pouvoir politique!. Les chiffres de 1991 sont assez éloquent (tableau 2. ). La moyenne nationale (en %) ne peut -'être que mauvaise.

**Tableau 1.** Composition moyenne de l'assiette du consommateur congolais, (Année 1982\* comparée à 1991\*\*).

Sources (1982)	Pourcentage (%)	Sources (1991)	Pourcentage (%)
GLUCIDES	65	GLUCIDES	69
Manioc	60	Manioc	61,6
Autres féculents	5	Autres féculents	18,6
Riz	20	Riz	3,8
Maïs	10	Maïs	10,4
Légumes	5	Légumes	5,6
LIPIDES	25	LIPIDES	19,4
Huile de palme	50	Huile de palme	51,4 (1)
Légumin.	25	Légumineuses	26
Poissons	25	Poissons	22,6 (2)
PROTIDES	10	PROTIDES	11,7
Légumineuses	50	Légumineuses	43,8
Poissons	24	Poissons	20,0
Viande	5	Viande	11,6
Volaille	1	Volaille	2,4
Insectes	5	Insectes	5,8
Gibier	15	Gibier	16,4

N.B.: Légumineuses inclus les haricots, le soja, la courge, les arachides et les autres légumineuses de moindre importance en alimentation. S'agissant du %

total en protides, nous avons ajouté 2,8 % (apports des fruits) à l'apport total des légumineuses (soit 43,8%) au lieu de 41,0% pour l'année 1991.

(1) Apports de l'huile de palme et de noix de palme.

(2) Apports des poissons, de la viande et des insectes.

(\*) Source : Ministère de l'Agriculture, Rapports et Synthèses Avril, 1987. Etudes régionales pour la Planification Agricole. Projet 660-070. USAID.

(\*\*) Résultats d'enquête sur le terrain en RD Congo du 5 Juillet 1991 au 5 Décembre 1991, mission financée par l'AGCD/ABOS et l'Université de Liège /CERER - Aquaculture)

**Tableau 2 .** Composition moyenne (%) de l'assiette du commun des congolais en 1991.(2)

Régions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nutriments										
GLUCIDES	73	65	68,5	66,1	70,5	68,2	70,6	67,3	71,6	69
Maïs	22,1	4,6	12,3	1,75	10,4	12,1	17,0	7,4	5,9	10,4
Manioc	58,0	61,6	66,2	64,1	60,3	62,3	58,7	62,3	60,5	61,6
Riz	3	6,8	1,5	4,8	4,0	8,4	1,4	0,8	3,2	3,8
Bananes	2,4	5,1	_____	1,19	2,8	_____	_____	1,6	2,8	2,6
Légumes	2,2	1,7	8,2	10,2	3,8	5,4	7,1	3,6	8,3	5,6
Igname	_____	3,8	4,3	5,04	0,2	1,2	0,8	2,7	2,5	2,6
Plantain	_____	5,4	3,5	3,22	6,3	_____	_____	10,2	1,5	5,02
Pain	8,3	3,9	2,1	4,3	3,2	4,6	6,8	6,5	1,3	4,6
P. de terre	_____	_____	_____	_____	2,7	2,1	_____	_____	5,1	3,3
Patates douces	_____	3,1	_____	_____	_____	_____	_____	_____	3,6	3,4

*Paper published in African Study Monographs, 16 (1) 19-33  
(Kyoto University, Japan)*

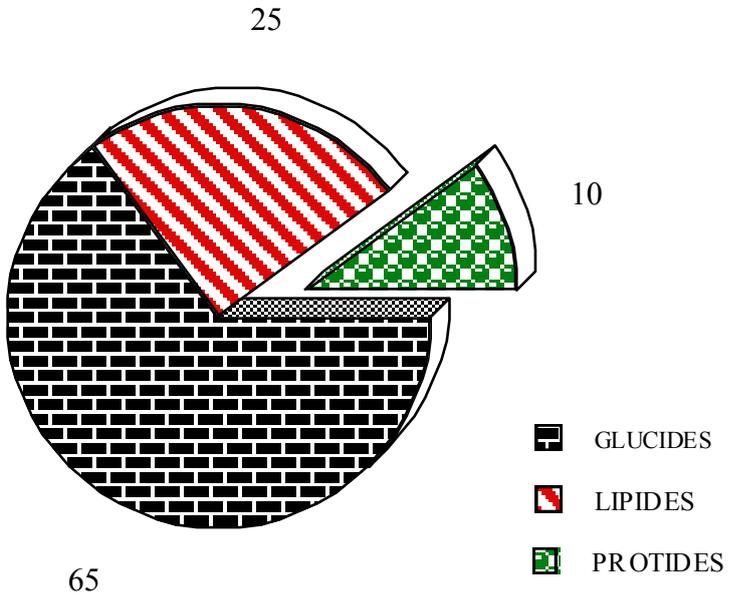
Fruits	2,4	3,2	1,6	4,3	1,4	2,1	1,9	3,3	3,0	2,6
Sorgho	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	0,8
Insectes	1,6	0,8	0,3	1,1	4,9	1,8	6,3	1,6	1,5	2,2
PROTIDES	10	15	7,6	11,5	11,8	11,4	10,5	14,2	13,4	11,7
Arachides	3,1	3,7	7,7	4,4	7,3	3,6	2,9	4,6	3,8	4,6
Poissons	19,2	20,5	10,9	12,1	28,5	27,2	30,2	20,5	10,6	20,0
Haricots	15,5	9,2	32,7	20,9	14,5	21,0	24,3	10,3	28,5	19,6
Soja	4,7	—	5	7,8	4,4	—	—	2,7	5,3	5,0
Viande	12,3	14	3,1	7,9	11,8	22,6	7,2	12,5	12,6	11,6
Courge	—	2	3,6	3,1	3,7	3,5	7,9	1,7	1,7	3,4
Légumineus	16,3	17,8	11,6	9,7	6,1	1,7	1,2	5,3	6,0	8,4
Insectes	4,1	4,4	5,1	3,2	1,8	5,9	8,6	10,7	0,3	4,9
Fruits	7,1	8,3	2,2	10,4	3,9	1,0	0,3	7,9	10,7	5,7
Gibier	15,8	15,6	16,9	18,3	14,3	11,7	15,3	21,6	17,2	16,4
Volailles	1,9	3,5	1,2	2,2	3,7	1,8	2,1	2,2	3,3	2,4
LIPIDES	17	20	23,9	22,4	18	20,4	19,3	18,5	15	19,4
H. de palme	50,7	45,8	50,2	55,2	50,2	48,6	54,7	47,8	51,5	50,2
Poissons	18,4	19,6	14,8	11,6	18,6	13,3	13,6	15,5	14,4	15,5
Arachides	1,8	2,6	3,4	1,01	2,4	1,1	0,5	1,0	0,6	1,6
Haricots	2,2	3	2,1	3,5	0,6	1,7	2,6	0,3	2,2	2,0
Viande	5	6,2	6,8	2,4	4,5	3,2	5,9	4,7	3,6	4,7
Soja + Légum	20	20,8	17,8	20,0	20,9	26	20,0	23,4	20,2	21
Noix de palme	—	—	1,7	2,3	0,3	0,4	1,1	1,8	1,0	1,2
Fruits	1,3	2,1	0,4	2,69	0,8	2,3	0,1	0,6	2,7	1,4
Insectes	0,6	0,9	2,8	1,3	2,7	3,4	1,5	4,9	3,8	2,4

Légende: 1- Shaba; 2 - Haut-Congo; 3 - Bandundu; 4 - Bas-Congo; 5 - Kinshasa; 6 - K.Oriental; 7 - K. Occidental; 8 - Equateur; 9 - Kivu; 10 – Moyenne nationale

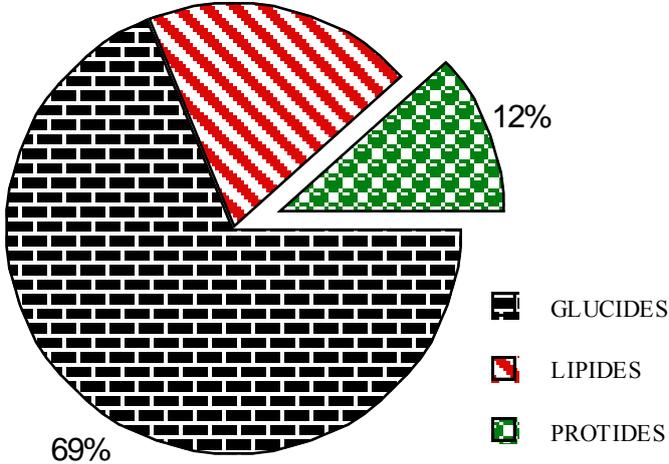
(2) (Echantillons prélevés auprès des 10 ménages par région et ce grâce au concours financier de l'AGCD (ABOS) et de l'Université de Liège.

Comparé aux chiffres de 1982 (fig. 1.), le zaïrois consomme de plus en plus de glucides en 1991. ( fig. 2.) même si le pourcentage en protides s'est amélioré et ce grâce à la consommation plus accrue du gibier , des insectes et de la viande importée (le kappa, dont la qualité laisse à désirer) et de la volaille importée ( tableau 2.). Il faut regretter cependant une baisse de la consommation des légumineuses dont l'apport en protides pour l'année 1982 était de 50 % alors qu'en 1991 elle avoisine 43,8 % seulement.

**Fig.1.** Moyenne nationale pour l'année 1982.



**Fig. 2.** Moyenne nationale de 1991  
19%



Comparé à la Côte d'Ivoire, en 1986, la RDCongo exploite 7000 ha ( $\times 10^3$ ) de terres arables par rapport à 4170 ha ( $\times 10^3$ ) qu'exploitent respectivement ces deux pays. Toute la différence se fait sentir en termes de population agricole que la RDCongo emploie près de 22 millions par rapport à 6 millions de personnes pour exploiter les superficies des terres arables citées ci-haut.

En d'autres termes, en RDCongo 3 personnes exploitent un hectare contre 1,3

personnes en Côte d'Ivoire pour la même superficie. Mieux encore, la RDCongo aurait plus de 68,1% de population dans l'agriculture contre 59% en Côte d'Ivoire. Non seulement le congolais recourt encore à des méthodes archaïques, et conséquemment son rendement est médiocre, mais il a même du mal à écouler sa maigre production vers les grands centres de consommation.

Ainsi donc, le commun des zairois mange mal. Les chiffres de la FAO (1986) montrent que le congolais se situe un peu avant l'Ethiopie et la Somalie. La seule différence est qu'il est défendu de filmer certains cas de malnutrition en RDCongo et qu'en fait, les statistiques réels de ce pays n'ont jamais été objectivement portées à la connaissance de l'opinion internationale.

Pour preuve, examinons les chiffres suivants:

- en ce qui concerne les moyens de production, nous citerons à titre d'exemple, les

tracteurs; la RDCongo ne dispose que 2250 tracteurs pour exploiter 7000 ha (x 1000) alors que le Kenya et la Côte d'Ivoire en ont respectivement 7000 et 3300 pour 2350 et 4170 ha (x 1000).

La Belgique /le Grand Duché de Luxembourg et les USA disposent respectivement 117.000 et 4.676.000 tracteurs qui exploitent des superficies de 806 (x 1000 Ha) et 189.915 (x 1000 Ha) soit une moyenne respective de 1 tracteur pour 7 et 41 Ha. L'agriculteur européen (des Etats membres de la CEE) utilise donc plus de tracteurs que son homologue américain pour une même étendue d'exploitation.

Comparée aux USA, la Communauté Economique Européenne (CEE) a plus de population agricole économiquement active (10,9% contre 2,7% aux USA) pour un rendement respectif de 4137 et 4706 kg de céréales par hectare exploité. En d'autres termes, malgré le nombre très élevé de

tracteurs et de personnes engagées dans l'Agriculture européenne, l'agriculture américaine fait mieux.

Parmi les pays de l'Union économique européenne (UEE, ex-CEE), seule la Belgique emploie un faible pourcentage de population agricole (2,2%) par rapport aux USA (France 6,4%, Allemagne 4,3% et l'Afrique 70,7%).

D'autres intrants agricoles dont la liste serait trop longue à reproduire à savoir, les anticoagulants, les triazines, les composés cupriques, les carbamates insecticides, le parathon, les toxaphènes, les herbicides, les fongicides et la qualité des graines sont autant de produits inconnus de notre agriculture par rapport à l'agriculture au Kenya, au Burundi, au Rwanda, au Sénégal, au Soudan, au Niger et dans tant d'autres pays de l'Afrique noire. Le tableau 3. (fig. 3.) des éléments comparatifs des disponibilités alimentaires par personne et par jour, du commun des congolais par

rapport à son homologue de quelques pays de l'Afrique noire (1985).

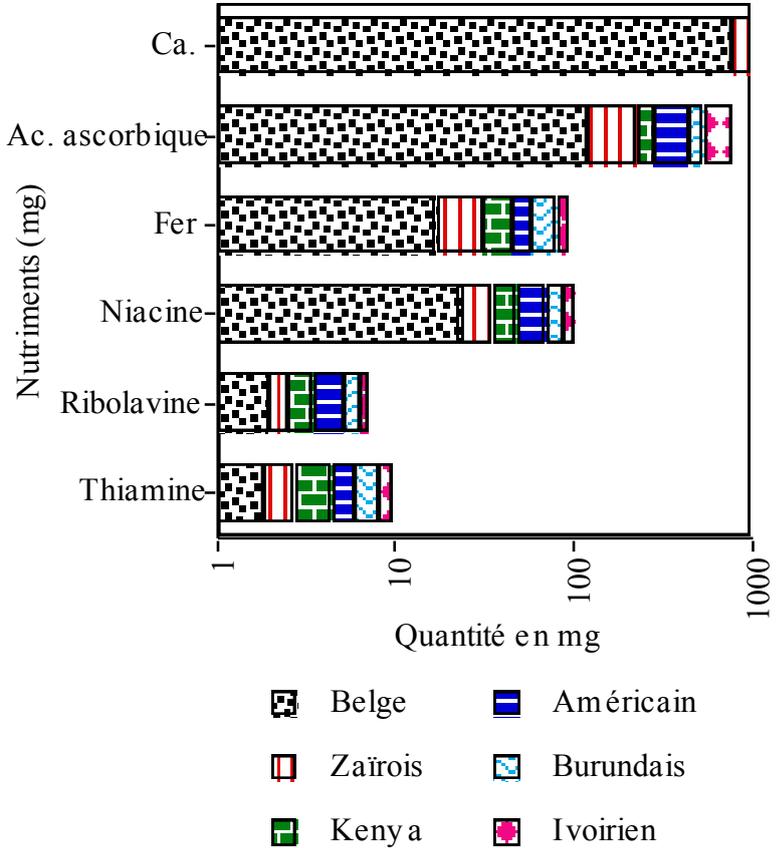
**Tableau 3.** Eléments comparatifs des disponibilités alimentaires par personne et par jour, du commun des congolais par rapport à ses homologues de quelques pays de l'Afrique noire (FAO, 1986).

- (1) Calories par pers./j. (2 et 3): g/pers./j. (\* )  
mg/pers./j. ;  
(2) (\*\*) mg/pers./j. (\*\*\*) Rendement : kg/ha. ;  
(3) B.L. : Belgique et Luxembourg

Eléments	RDC	COTE D'IVOIRE	KENYA/ BURUNDI	B.L/ USA
P. végétaux (1)	2095	2304	1951/2166	2214/2388
P. animaux (1)	59	144	211/50	1481/1264
Protéines (2)				
Vég.	27,4	39,3	44,5/67,8	38,9/35,1
Anim.	6,1	11,5	13,5/3,5	64,5/69,3
Lipides (3)				
Vég.	31,5	38,7	24,9/24,2	52,1/69,4
Anim.	3,1	7,9	13,1/3,0	127,6/97,9
Calcium (**)				
Vég	310	233	166/380	189/171
Anim.	16	78	206/46	578/688
Fer (**)				
Vég.	12,6	11,2	12,2/22,2	9,8/8,7
Anim.	0,7	1,5	1,8/0,4	7,3/ 4,3
Rétinol*	24	105	195/94	726/462

Eq.en b carotène *				
Vég.	8091	8295	1721/3837	3770/3027
Anim.	5	27	62/10	283/185
Eq. rétinol (*) (rét-car.équiv.)				
Vég.	1349	1382	287/640	628/505
Anim.	25	110	205/86	773/493
Thiamine **				
Vég.	0,95	1,34	1,54/1,96	0,92/0,84
Anim.	0,04	0,09	0,11/0,04	0,88/0,65
Riboflavine (**)				
Vég.	0,53	0,59	0,57/1,0	0,59/0,55
Anim.	0,06	0,20	0,38/0,09	1,33/1,16
Niacine (**)				
Vég.	10,6	13,6	10/16,0	11,4/ 10,7
Anim.	1,4	3,1	3,2/0,7	11,6/ 10,6
Asc.acid.(**)				
Vég.	114	211	50/107	110/ 151
Anim.	-----	1	2/-----	7/5
Céréales (***)	857	1001	1779/1189	6147/4706
Fruits et légumes (x 1000 MT)	2572	1980	682/1836	398/ 22906

**Fig. 3.** Consommation par nation de quelques nutriments d'origine animale et végétale



évidence, ces chiffres ne peuvent être mieux compris qu'en les confrontant aux besoins recommandés d'une part par la FAO (1973) et d'autre part, par le "FOOD AND NUTRITION

BOARD, NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, NATIONAL RESEARCH COUNCIL (N.R.C.), (1980) cités dans LAMBERT, 1992-1993. Ces besoins, pour un homme adulte sont résumés dans le tableau 4. ci-dessous et qui reprend les besoins journaliers par personne adulte et par jour.

**Tableau 4.** Besoins journaliers par personne adulte et par jour.

Nutriments	Besoins/pers./j. (total vég. + anim.)
Protéines	56 g
Lipides	40 à 65 g
Calcium	800 mg
Ac. ascorbique	45 à 80 mg
Fer	15 à 18 mg
Niacine	13 mg (13 EN/1000 Kcal)
Rétinol	1 g
Riboflavine	1,6 mg
Thiamine	1,4 mg.

Ces quelques exemples chiffrés suffisent à démontrer que la RDCongo ne joue plus son rôle d'antan d' "african subsaharian agriculture leader country "des années 1950 et

1956 ( MICHIELS et LAUDE, 1938 et VAN DEN ABEELE et VANDENPUT, 1956 ), ce qui révolte le congolais averti. Une bonne partie de l'explication réside dans les moyens alloués à ce Ministère de l'Agriculture comparé aux deux autres cités ci haut.

La plus grande erreur politico-économique sous la deuxième République est incontestablement la zaïrianisation dont les effets néfastes sur l'économie du pays se feront encore sentir pour longtemps.

Vingt quatre ans après les mesures de zaïrianisation l'Agriculture congolaise continue à faire les frais, en commençant par la diminution de son budget et par la rareté des pièces de rechange (du charroi automobile et des industries agro-industrielles) sur le marché. Ainsi donc, la politique de financement de ce secteur n'a pas changé jusqu'à ces jours. Bref, l'Agriculture congolaise ne constitue pour le pouvoir, ni une

priorité et encore moins un secteur privilégié. Les possibilités financières allouées à ce secteur ne contribuent en rien à tirer l'Agriculture congolaise du gouffre de la zaïrianisation.

Ce coup fatal porté à son système d'approvisionnement, de production et de commercialisation, affectera encore pour longtemps ce grand malade de l'économie congolaise. La différence est donc flagrante. Il ne faut pas s'attendre à des miracles lorsqu'un ministère ne reçoit que 48,14% (Chiffres de 1975, si l'on considère le rapport DE/PA)) de ses prévisions préalablement tronquées, car une limite budgétaire est aussi imposée dès l'annonce des prévisions budgétaires de l'année suivante.

Cette insuffisance de moyens financiers n'a fait qu'aggraver davantage les contraintes (MARD, 1987, MUZIGWA, 1991)

au développement du secteur agricole dont voici des exemples :

1. Les carences en intrants agricoles (l'incapacité des agriculteurs à renouveler et à sélectionner leurs semences, à s'équiper en outils appropriés, à se procurer des engrais, des pesticides et autres herbicides;
2. Le non respect du calendrier agricole( le retard dans la libération des fonds alloués à un type de culture ne peut être reporté que pour l'année suivante);
3. Le régime foncier non adapté parfois au contexte socio-culturel d'une Ethnie ( le fait qu'une tribu ou une Ethnie reste propriétaire du sol si bien qu'aucun étranger n'a le droit de s'installer dans un village pour exploiter une terre appartenant à la tribu ou à l'Ethnie);
4. La faiblesse institutionnelle d'encadrement (l'insuffisance du nombre d'agronomes spécialisés dans les zones à vocation agricole

due au fait que l'Etat congolais n'a jamais doté ces localités d'une infrastructures d'accueil capable d'attirer les jeunes cadres universitaires);

5. L'absence institutionnelle de crédit supervisé (les institutions financières, bailleurs des fonds aux petits agriculteurs n'existent pas dans ce pays; seules les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier parfois de crédit auprès de la SOFIDE, de la Banque de Crédit Agricole et du ministère du Plan);

6. Les voies et moyens de communication (ceci reste l'élément le plus déterminant ; aucune route d'intérêt national n'a été construit dans ce pays depuis l'indépendance; conséquemment , les échanges inter-régionales sont inexistant; les produits pourrissent en milieu rural dans un rayon de 200 à 800 km de grands centres urbains; les routes sont souvent des pistes impraticables pendant la saison des pluies; aucune ligne téléphonique

entre les localités et encore moins entre les régions, une seule ligne de chemin de fer qui date du temps colonial et qui se limite à 3 régions, suite à des éboulements par manque d'entretien);

7. La distorsion des prix et le monopole de zone d'achat (pour certains centres la libéralisation des prix est effective alors que dans les autres il y aurait blocage des prix; ce phénomène pénalise surtout les petits agriculteurs);

8. L'absence d'une politique de développement communautaire (l'agriculture est confrontée à d'autres difficultés pour sa survie même: les problèmes de soins de santé primaire, pas de dispensaire ni d'hôpitaux dans un rayon de plus ou moins 50 km dans les villages zaïrois et la répartition des écoles qui s'inscrit dans le même schéma et enfin, les routes de desserte agricole jamais entretenues).

Bref, l'agriculture zaïroise sous la deuxième République n'a pas produit les faits escomptés à savoir, un impact à l'emploi, une capacité à répondre aux besoins de la population et enfin elle n'a pas su générer des devises par l'exportation des excédents de sa production aux pays voisins! Nous n'évoquerons à titre comparatif qu'un seul produit, l'huile de palme et ses sous-produits.

C'est un des produits agricoles qui, au Congo belge occupait la 1ère place en Afrique et la 2ème dans le monde entre les années 1939 et 1956).

(Source : A. MICHIELS (1938) et de VAN DEN ABEELE et VANDENPUT (1956).

**Tableau 5.** Huile de palme .

Année	Quantité (Tonnes)	Valeur en FB
1939	35.474	180.428.000
1954	42.239	1.524.036.000
1955	41.400	1.596.100.000
1956	55.000	1.834.392.000

VAN DEN ABEELE et VANDENPUT (1956) font remarquer qu'en 1956 la production mondiale était de 3.144.000 tonnes. La part du Congo belge et du Rwanda-Urundi était de 1,7 %. Les chiffres de 1977 se passent de tout commentaire. Pour l'huile de palme, la quantité exportée est passée de 111.882 tonnes en 1971 à 6.154 tonnes en 1981. En 1986, ces chiffres tombent à 1.885 tonnes seulement, soit un manque à gagner en devises de 98 % par rapport à l'année 1971 (une année avant la zaïrianisation) (Projet/PNUD-FAO, ZAI, /84/008)(\*\*).

Nous référant de nouveau à VAN DEN ABEELE et VANDENPUT (1956), glissons ici d'autres tableaux comparatifs pour les dérivés de ce même produit :

**Tableau 6.** Huile de palmiste

Année	Quantité (Tonnes)	Valeur en FB
1939	72.000	99.000.000
1954	140.186	1.256.983.000
1955	150.000	1.495.295.000

1956      152.000                      1.646.000.000

Ce produit, avec ses dérivés (amandes palmistes, huile de palmiste), occupait une place de choix dans les exportations de la RDCongo comme en témoigne les tableaux suivants :

**Tableau 7.** Amandes palmistes

Année	Quantité (Tonnes)	Valeur en FB
1939	84.778	76.015.076
1954	71.807	472.131.000
1955	63.000	357.000.000
1956	35.000	205.000.000

La production pour ce sous-produit est passée de 31.060 (tonnes) en 1978 à 12.832 (tonnes) en 1986.

S'agissant d'autres cultures agro-industrielles, pour la plupart zaïrianisées, seuls les cafés robusta et arabica ont accusé une hausse respective de l'ordre de 3,83 et de 10,47 % dans la période allant de 1978 à 1986 Projet PNUD/FAO- ZAI/84/008, 1987 . Ce qui peut-

être considéré comme médiocre car les chiffres de 1958 se passent de tout commentaire!

## DISCUSSION

Les données de ces tableaux confirment que les Départements (ou Ministères) ne sont pas d'importance égale et que seules certaines options politiques pourraient justifier une telle attitude. En effet, en termes d'exécution des programmes, certains Départements font plus entendre leurs besoins, jusqu'à bénéficier de 80 % de leur demande.

Nous référant au B.O. (en termes de dépenses prévues) entre les années 1973 et 1981, le budget de la Défense Nationale varie entre 6,39 et 17,64 % soit 12,02 % (du budget total de l'Etat) contre 1,88 % alloué à l'agriculture. Au cours de la même période, le budget de la Défense intervient pour 10,09 % contre 2,01 % pour l'Agriculture (des dépenses réellement

engagées). L'attention que l'Etat congolais accorde au secteur Energie est sans égal.

Pour preuve, les proportions de l'Energie dans le budget total varient entre 10,88 et 55,36 % soit une variation moyenne de 31,26 % contre 6,53 % pour l'agriculture. Pire encore, l'analyse faite par PNUD/FAO (1987) à Kinshasa (en RDCongo) rapporte que les experts affectés dans les projets agricoles de développement engloutissent plus ou moins 60 %\* du fond de contre partie alloué à ces projets. L'Agriculture congolaise ne peut que faire piètre figure face à l'explosion démographique évaluée à 2,19%/an.

QUELLE EST LA PART DE RESPONSABILITE DE L'OCCIDENT DANS CETTE CRISE AGRAIRE DE L'AFRIQUE ET DE LA RDC EN PARTICULIER ?

La solution au problème actuel de malnutrition dans les pays du Tiers-Monde nécessite le concours de moyens divers et appropriés, de préférence les moins onéreux, non seulement

sur le plan de l'infrastructure technologique mais aussi au niveau des investissements et du coût de fonctionnement pour ces pays trop endettés.

La logique capitaliste veut qu'on produise pour ces pays au lieu de leur apprendre à produire. Cette dépendance voulue, et parfois même recherchée de part et d'autre, au nom de la coopération bilatérale, constitue aujourd'hui l'arme la plus efficace au service de l'impérialisme occidental.

## 1. PROTECTIONNISME EUROPEEN

En effet, il convient de souligner que la crise économique mondiale, accentuée dans ces pays par l'imposition des prix à leurs matières premières, et la détérioration des termes d'échanges ne font qu'aggraver les conditions déjà misérables dans ces pays en développement. Les consommateurs européens paient encore de nos jours le kg du café au

même prix qu'en 1975, pour ne citer que ce produit agro-industriel!

D'ailleurs, d'aucuns se demanderaient finalement ce que signifient pour eux les avantages comparatifs de l'Afrique quand ses produits d'exportation sont menacés par le protectionnisme !

Ensuite que signifient-ils quand sa production vivrière est concurrencée par des céréales fortement soutenues par les Etats développés ?; et que signifient-ils enfin quand les termes de l'échange durement défavorables lui sont imposés ?

En analysant le sens profond d'une telle pensée, on peut alors comprendre pourquoi l'Afrique met plus de temps à se développer par rapport à l'Europe s'il faut continuer à concentrer tous les efforts sur l'agriculture industrielle (du café, de quinquina, de thé, de l'hévéa, du caoutchouc, et du cacao), la seule qui intéresse encore l'Occident, et qui constituent le gros des

produits agricoles d'exportation. Les Etats de l'Afrique noire, et de la RDCongo en particulier, devraient réserver autant de moyens sinon davantage à l'Agriculture vivrière où le paysan abandonné à lui même doit tirer son plan.

## 2. INSUFFISANCE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Il est triste de constater que l'Europe occidentale n'a pas encore compris, près d'un demi siècle après, ce que les Etats-Unis ont réussi en sa faveur, juste après la 2ème guerre mondiale. En effet, pour permettre à l'Europe anéantie et appauvrie à la sortie de cette guerre, de pouvoir acheter les produits américains, il a fallu relancer d'abord l'économie européenne : d'où le plan Marshall dont les effets se font encore sentir. Aujourd'hui, le "Tiers-Mondiste", et en particulier l'africain, n'est pas à mesure de se payer les produits européens. C'est voulu, mais

pour combien de temps encore acceptera-t-il cette situation ?

Conséquemment, l'africain du sud du Sahara consomme plus de produits asiatiques (Taïwanais, Coréens, chinois et japonais) qu'européens.

L'Europe doit comprendre que son tour de céder est venu, afin de garantir l'emploi et l'équilibre économique mondial. Ce serait là les effets palpables d'un franc dialogue Nord-Sud.

En décembre 1989, la signature de la Convention ACP (Afrique - Caraïbe et Pacifique) - CEE n'a pas été facile. De toutes façons, même avec ce Lomé IV, la situation économique du continent africain reste catastrophique. L'avarice de la CEE face à la "DERIVE DE L'AFRIQUE NOIRE" ne se justifie pas. Que dire en effet de ces chiffres d'aide au développement que propose la CEE,

à savoir 12 milliards d'ECU pour les 5 ans à venir, soit 5 ECU/habitant/an (les 69 Etats d'ACP comptent 450 millions d'habitants). Au même moment la CEE décide de 80 \$ (USA)/hab./an pour les pays de l'Est ! Les européens ont-ils oublié que pour leur permettre de relancer leur économie, à la sortie de la IIème guerre mondiale, les américains leur accordèrent (plan Marshall de 1946) 1000 \$ par tête d'habitant.

Pourtant, la situation économique de l'Afrique noire est pire que celle de l'Europe après la 2ème guerre mondiale. En 1987, l'aide alimentaire représente 42% de l'ensemble de l'aide au développement. D'ailleurs, vu l'insuffisance de cette aide, elle sert plus à lutter contre la famine qu'à initier de nouveaux projets destinés à renforcer la production agricole locale (NEEL, 1993).

3 . IMPOSITION D'UN TYPE DE PROJETS AGRICOLES QUI NE TIENNE PAS COMPTE DES

## NECESSITES URGENTES A L'ECHELLE TANT REGIONALE QUE NATIONALE

L'aide au développement du secteur agricole doit se faire avec et pour les concernés (HOBBLINK, 1993). De plus chaque pays devrait pouvoir fixer ses priorités de relance agricole et choisir librement le créneau à suivre pour rencontrer les bailleurs de fonds qui lui conviennent pour financer ses projets agricoles (PERSLEY, 1993). Malheureusement ses bonnes déclarations, assez récentes, sont rarement suivies.

Entre 1984 et 1988, le Ministère de l'Agriculture de la RDC comptait plus de 42 projets agricoles qui ne répondaient pas aux besoins urgents de la population agro-pastorale mais plutôt à la nécessité de ceux qui les avaient initié et financé (MUZIGWA, 1991). Ces projets ont pourtant englouti des millions de dollars pour lesquels l'Etat zaïrois est aujourd'hui endetté. D'ailleurs, on se demande si pour le cas du Zaïre la thèse de HANS

BINSWANGER (1986) ne trouverait pas tout son sens à savoir :*" Là où la terre est abondante, la densité de la population peu élevée, et la culture itinérante dominante, c'est une erreur d'investir dans les projets qui essaient d'augmenter la productivité de la terre ... l'accès aux marchés et les infrastructures de transport et de commercialisation sont les formes d'investissement les plus indiquées."*

## CONCLUSIONS

Alors que l'agriculture a toujours été le fondement de la relance économique de toutes les grandes puissances, pour l'Afrique, cette réalité est constamment bafouée par les partenaires européens qui ne manifestent pas d'une manière tangible la volonté de soutenir l'agriculture africaine. Conséquemment, les

effets entraînés par la stagnation du secteur agricole se résument comme suit :

1. L'insuffisance de la production par rapport à l'explosion démographique. La production agricole ne s'accroît que de 1,44 % alors que celle de la population est de 2,84 % entre 1971 et 1984;
2. L'accroissement des importations des produits alimentaires. Le cas du poisson est le plus éloquent. Plus de 300 millions de dollars américains (USA \$) qui sortent chaque année pour compenser le déficit alimentaire en ce domaine (O.Z.A.C.1985 rapporte 175.000 tonnes de poissons importés);
3. La détérioration du pouvoir d'achat des agriculteurs;
4. L'exode rural;
5. La fréquence accentuée des maladies de déficience alimentaire (Kwashiorkor,

marasme, goitre endémique, crétinisme et même des cas de lenteur de croissance chez les enfants);

6. Taux élevé de décès dus à l'affaiblissement d'un organisme démunie de tout mécanisme de défense (incapacité de fabriquer les anticorps nécessaires contre toute attaque microbienne);

7. Espérance de vie très réduite au Zaïre;

8. La contribution de l'Agriculture et de l'Industrie artisanale au Produit National Brut (PNB) n'a fait que régresser. L'apport du secteur agricole est passé de 22,5% (en 1958) à 9,5% (en 1972, conséquences de zaïrianisation) et en 1984 il ne sera que de 16,9 %. Quant au secteur d'industrie artisanale, sa contribution est passée de 12,6 % (en 1966) à 2,5 % (en 1984) (KALALA, 1989).

A la lumière de ce qui précède, les avis sont partagés quant à l'hypothèse selon

laquelle la sous-alimentation et la famine sont souvent causées par un manque de pouvoir d'achat, par la pauvreté et la distribution inégale des revenus. Car, il convient de souligner que même dans les villages où les problèmes de distribution et même de pouvoir d'achat ne se posent pas (possibilité de troc), la sous - alimentation, la famine , la malnutrition et les maladies qui y sont liées font ravage chez les enfants. Ce qui implique tout de même une certaine insuffisance de production et un manque de diversité de produits agricoles locaux.

Ainsi donc, à la question de CARR (1971), à savoir, "*Agriculture research or Extension service: which has failed ?* ", nous dirons qu'en ce qui concerne l'Afrique noire ni l'une ni l'autre n'a jamais tenu compte des réalités quotidiennes auxquelles est confronté le paysan .

RICHARDS (1985) nous rapporte que dans ses préoccupations quotidiennes l'agriculteur africain bien que pauvre, il fait preuve d'esprit d'innovation et de conservation de l'équilibre de la nature. On peut d'ailleurs se demander si pour un type des cultures, en Afrique noire, la science ne ferait pas mieux de suivre plutôt que de conduire car le modèle de populisme agraire qui constitue la clé de voûte d'une mono production apparente est souvent accompagnée d'une pluri activité informelle.

Cependant, elles constituent un modèle de développement alternatif, un anti-modèle vis à vis de l'Occident, mais une sorte de réplique pour la survie de ces populations, une contre réaction et enfin une réponse à l'Etat et aux Institutions Internationales qui veulent imposer un modèle d'organisation à ces économies enclavées (du tiers-monde) alors qu'elles ne

donnent pas à ces Nations les moyens et les possibilités de le faire.

D'ailleurs, il apparaît ici que la dimension sociale du développement est confondue avec la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales (BIRD, 1990).

#### REFERENCES

Banque du Zaïre, Rapports annuels 1970-1983.

Binswanger, H., 1986. "Evaluating Research System Performance and Targeting Research in Land-abundant areas of Sub-saharian Africa". *World Development*, vol. 14, n° 4, 1986.. pp. 469-475.

BIRD, ( Anonymous) 1990. Making adjustment for poor, BIRD/DSA, Washington.

Carr, St., 1971. Agriculture research or extension services: Which has failed? *Rural Africana*, 1971. n° 6, 1-5.

FAO (anonyme), 1986. - Division des Statistiques et de Productions Agricoles de la FAO. Year book, Vol. X, 1986, 208p.

Projet PNUD/FAO- ZAI/84/008. Système permanent de collecte des statistiques agricoles. Quelques données statistiques de l'Agriculture zaïroise. Service d'Etudes et de Planification. Division des stat. agricoles. Déc., 1987.21pp.

Hobbelink, H., 1993. Biotechnology and agriculture in world perspective. *AGRO-BIOTECHNOLOGY FOR FOOD SECURITY*. Solutions for a global village. Brussels, October, 1993.

Kalala, K., 1989. Actual situation of Agriculture in Sub-saharan Africa: The case of Zaïre. *African Study Monographs*, 10 (1): 1-38, May 1989.

Lambert, A.E., 1992 - 1993. HYGIENE ALIMENTAIRE I "LES NUTRIMENTS ET LA SANTE" Université Catholique de Louvain. Faculté de Médecine. 296p.

Mahieu F.R., 1992. Economie enclavée, Mono Production et ajustement Structurel. *Enjeux Nationaux et Dynamiques Régionales dans l'Afrique des grands Lacs*. Groupe de recherche sur les sociétés africaines. URA CNRS " TIERS-MONDE/AFRIQUE n° 363 : 59-74, Juin 1992.

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Avril, 1987 (MADR, 1987).- Etudes régionales pour la Planification Agricole. Rapports synthèses. Div. de Stratégie et de Planification Agricole. *Projet 660-070-USAID*. Pragma corp. 199 pp.

Michiels A. et Laude N., 1938. Congo belge et Rwanda - Urundi. *Géographie et notice historique*, Bruxelles, Editions Universelles, 370 pp.

Muzigwa K., 1991.- PECHE, PISCICULTURE ET DEVELOPPEMENT. "L'Expérience du Zaïre" *Bilan et Perspectives, Août, 1991*. Données de base pour l'élaboration d'un Plan Directeur d'Aquaculture Nationale et pour la Complémentarité de la Pêche et de la Pisciculture . *P.U.L.* 121p.

Neel, H., 1993. In : *Dimension* AGCD/ABOS, n° 3, 10-15, Juillet 1993

Persley, G.J., 1993. Policies and Programs of the World Bank in Biotechnology. *AGRO-BIOTECHNOLOGY FOR FOOD SECURITY*. Solutions for a global village. Brussels, October, 1993.

Richards, P., 1985. *Indigenous Agricultural Revolution, Ecology and Food Production in West Africa*. Hutchinson, London.

Gossens, F., Minten, B. et E. Tollens, 1994. "NOURRIR KINSHASA". L'approvisionnement local d'une métropole africaine. K.U.L. éd. l'Harmattan 1994. 397p.

Van Den Abeele M. et Vandenput R., 1956. Les principales Cultures du Congo belge. Ministère des Colonies, Bruxelles, 932 pp. 596 fig. 58 pl. (1956).

## REMERCIEMENTS

Tout ce travail n'a été possible que grâce au concours financier de la Coopération belge, j'ai cité, l'AGCD/ABOS et de l'Université de Liège (Laboratoire de Démographie des Poissons et d'Aquaculture Expérimentale) qui ont accepté de supporter notre voyage et le séjour d'étude au Zaïre (de Juillet à Octobre 1988 et de Septembre à Décembre 1991).